



Les voies des alternatives

Documents d'analyse et de réflexion

Novembre 2011

rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles



Avec le soutien de la Communauté française 

Centre AVEC ASBL, rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles
Tél. : +32/(0)2/738.08.28 – <http://www.centreavec.be>

Les voies des alternatives

De plus en plus de voix s'élèvent aujourd'hui pour dénoncer le fait que le fonctionnement de notre société actuelle nous conduit tout droit à la catastrophe écologique et que, loin de nous mener à une justice sociale, il aggrave les inégalités. La croyance en les vertus d'une société productiviste, fondée sur la croissance, se fissure et de plus en plus d'acteurs sociaux la remettent en question. Petit à petit, on voit alors émerger des initiatives sociales, théoriques et pratiques, alternatives qui tentent de penser et de mettre en place un fonctionnement social plus juste et plus écologique. Ces tentatives vont de pair avec une prise de conscience des multiples pathologies du système dominant. Cet article tente d'appréhender, de façon non exhaustive, les voies et les formes dans lesquelles se développent aujourd'hui ces alternatives.

L'hypothèse est que le changement social se joue à différents niveaux et qu'une interdépendance entre ces niveaux est nécessaire. Au niveau individuel, par un changement culturel, une modification de nos modes de vie et de pensée. Au niveau collectif, par des mouvements qui amènent le débat dans l'espace public. Enfin, les mobilisations doivent être relayées par les autorités publiques, du local au mondial, qui dans l'idéal mettent en place les conditions nécessaires à la réalisation d'alternatives. Cette hypothèse invite à s'intéresser aux mouvements sociaux.

Les mouvements sociaux

Nous évoluons dans un système particulièrement complexe, ce qui est dû, entre autres à sa globalité. Les instances auxquelles adresser les revendications sociales semblent de plus en plus éloignées et de plus en plus difficilement identifiables. La complexité rend difficile l'appréhension et la compréhension du système pour le citoyen lambda, il faut y consacrer du temps. Il en résulte une tendance à la professionnalisation des mobilisations. D'autre part, il existe une défiance vis-à-vis de la sphère politique. Comme le soulignent Ion, Franguiadakis et Viot : « *Les mobilisations marquent un écart par rapport à la sphère instituée du politique, soit par un sentiment de trahison, de déception, soit parce que considérées comme trop éloignées de la vie quotidienne, soit par indifférence [...]. La sphère politique n'apparaît plus comme le prolongement naturel des luttes.* »¹ Cette défiance peut également trouver son origine dans le sentiment que la sphère politique est impuissante dans une économie mondialisée, complexe et ouverte. Ces auteurs font également remarquer que les institutions censées structurer l'engagement, tels que les syndicats, perdent de leur force. Enfin, la chute de l'URSS sonne le glas des grands récits, des grandes utopies collectives. L'agir militant doit donc trouver d'autres voies pour rêver un monde meilleur.

L'ensemble de ces éléments contribue à un sentiment d'impuissance chez les citoyens : quoi qu'ils fassent, l'organisation du monde est telle qu'ils ne peuvent l'influencer. C'est avant tout contre ce sentiment d'impuissance, contre le principe TINA, « there is no alternative », qu'il faut lutter pour générer des alternatives. L'édification d'un monde plus durable passe avant tout par une lutte contre la fatalité et par la foi en la capacité des acteurs sociaux d'influencer l'organisation sociale.

¹ ION Jacques, FRANGUIADAKIS Spyros, VIOT Pascal, *Militer aujourd'hui*, Autrement, Paris, 2005, p. 127.

Le sociologue Alain Touraine propose de définir les mouvements sociaux comme : « *Des acteurs qui luttent pour la direction sociale de l'historicité, c'est-à-dire les grandes orientations culturelles par lesquelles une société organise normativement ses rapports avec son environnement. Il poursuit, l'orientation culturelle est bien l'enjeu du conflit social. Le mouvement social est une conduite socialement conflictuelle et culturellement orientée.* »²

Touraine identifie trois dimensions constitutives des mouvements sociaux: l'identité « Qui lutte ? », c'est-à-dire la définition de l'acteur par lui-même, l'adversaire qui est ce contre quoi/contre qui on lutte et enfin la totalité « pourquoi on lutte », à savoir l'orientation de la société dans son ensemble.

Le mouvement social n'est pas un simple mouvement de rejet, d'opposition. Pour qu'il y ait mouvement social, le refus doit être accompagné d'une affirmation : nous ne voulons pas cela, nous voulons ceci et ce ceci doit correspondre à des valeurs centrales reconnues comme légitimes par la société.

En effet, pour que les victimes d'un système se transforment en mouvement social, ils « *doivent défendre des intérêts positifs que l'ensemble de la société perçoit comme tels et reconnaît comme légitimes. Le mouvement social ne peut donc être la défense de particularismes. Il faut donc chercher l'intérêt commun au-delà de la diversité des différentes causes, s'écarter des principes d'identité, de spécificité et de différence pour s'allier dans un programme commun d'organisation sociale.* »³

Nous pouvons d'ores et déjà remarquer une rupture avec les mouvements précédents soulignée par Benasayag et Aubenas (2002) : la prise du pouvoir n'est plus l'objectif central des mouvements actuels. Il n'y a pas non plus de formation de partis, de leader. Signe encore d'une défiance vis-à-vis de la sphère politique.

A l'heure actuelle, le mouvement qui semble correspondre le plus à ces définitions du mouvement social est le mouvement altermondialiste.

Le mouvement altermondialiste

Le mouvement altermondialiste se disperse dans une multitude de luttes, de causes, de modalités d'action. Il y a cependant au moins une constante : la contestation de l'hégémonie de l'idéologie libérale et plus généralement de toute forme d'impérialisme et de domination. Il s'agit donc d'un ennemi diffus qui s'incarne dans une série d'acteurs : FMI, Banque Mondiale,... mais aussi dans une logique économique autonomisée par rapport à la sphère sociale et politique et qui les instrumentalise. Contre le système dominant néolibéral, les altermondialistes veulent construire une société basée sur l'humain. Cette centralité accordée à l'humain et la volonté d'être acteur est ce qui fonde l'identité du mouvement altermondialiste. Il s'agit pour le mouvement de « *reconquérir les espaces que la démocratie a perdus au profit de la sphère financière* »⁴. Les altermondialistes déconstruisent les axiomes des théories libérales et insistent sur le fait que ces théories et le fait de s'y conformer sont plus politiques que scientifiques, et que par conséquent elles relèvent de choix et non de

² TOURAINE Alain, *La voix et le regard*, Seuil, 1978, Paris, p. 40.

³ TOURAINE Alain, *Comment sortir du libéralisme*, Fayard, 1999, Paris, p. 52.

⁴ ZACHARIE Arnaud cité par PLEYERS Geoffrey, *Sujet, expérience et expertise dans le mouvement altermondialiste*, Thèse réalisée sous la direction de PONCELET Marc et WIEVIORKA Michel, Liège, p. 137.

nécessités. Par cette démythification ils brisent le principe TINA et retrouvent la capacité d'agir.

Plus concrètement, selon Tangui Coulouarn et Ariane Jossin, analystes du mouvement, *“quatre pôles structurent les préoccupations altermondialistes : la protection de l'environnement, les relations Nord/Sud, les droits sociaux au Nord, et, transversalement, la lutte contre le capitalisme.”*⁵ Au-delà de ces principes de base, le mouvement apparaît comme une nébuleuse peu homogène aux frontières floues. Cette absence de définition précise fait partie de la définition même du mouvement, cela lui donne l'ouverture nécessaire pour intégrer de nouvelles luttes. Le mouvement se construit non sur l'exclusion des adversaires ou des concurrents mais sur l'intégration des luttes. Ces éléments contribuent à le rendre légitime au sein de la population.

Regardons maintenant comment le mouvement arrive à articuler changement individuel – moins de participation au système capitaliste aliénant – et changement collectif. Geoffrey Pleyers élabore une grille d'analyse qui peut apporter un éclairage à cette question. Il formalise le mouvement en deux voies. La voie de la subjectivité qui renvoie à un mouvement culturel essentiellement local et la voie de l'expertise qui renvoie à un mouvement à visée plus universaliste. Ces deux voies ont chacune leurs modes d'action particuliers et agissent à des niveaux différents mais doivent cependant s'articuler pour parvenir à donner les grandes orientations culturelles à nos sociétés.

La voie de la subjectivité

Face à un système libéral hégémonique il s'agit de créer des espaces d'autonomie en dehors du système pour échapper à sa domination. Ces espaces sont des espaces où les valeurs sociales de gratuité, de convivialité, d'entraide,... sont remises au centre des interactions. Cela permet à ceux qui y participent de vivre en fonction de leurs valeurs, de devenir sujets et non plus des consommateurs objets soumis aux pressions des logiques économiques. La résistance ne se fait pas par la création de théories abstraites mais par l'action restreinte. Plutôt que de s'attaquer à un système complexe, de construire des contre-modèles théoriques au système néo-libéral, d'attendre un changement global, il s'agit de construire des alternatives concrètes « ici et maintenant », à son échelle, là où le citoyen garde une possibilité d'action importante. Selon Pleyers : *« L'engagement subjectif est ancré dans le local, c'est là qu'on se réapproprie sa vie, elle est vécue dans le quotidien, les possibilités d'agir sont au cœur des relations. »*⁶ Il s'agit, pour reprendre les propos de Benasayag et d'Aubenas, d' *« expériences qui poussent au quotidien, sans se saturer dans des programmes préétablis, sans volonté de centralité, sans qu'à aucun moment le résultat ne soit soumis à une vérification logico-formelle, à des exigences macroéconomiques ou à une vocation d'ordonner un ensemble. »*⁷ *« Ces actions concrètes sont de nouveaux espaces d'expérience. Elles sont à la fois des lieux de luttes et des antichambres d'un monde nouveau. C'est dans l'expérience que se situe à la fois la lutte pour l'autre monde et sa réalisation en cours. »*⁸ Cela fait écho à la philosophie de Platon : *« C'est en s'engageant dans des actes de justice, de liberté et au moment où il les pose que*

⁵ COULOUARN Tangui et Jossin Ariane, “Représentations et présentations de soi des militants altermondialistes”, in AGRİKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle (sous la direction de), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, La Dispute, Paris, 2005, p. 131.

⁶ PLEYERS Geoffrey, *Sujet, expérience et expertise dans le mouvement altermondialiste*, Thèse réalisée sous la direction de PONCELET Marc et WIEVIORKA Michel, Liège, p. 148.

⁷ AUBENAS Florence, BENASAYAG Miguel, *Résister c'est créer*, La Découverte, Paris, 2002, p. 113.

⁸ PLEYERS Geoffrey, *Op. cit.*, p. 146.

l'homme rencontre la Justice et la Liberté toute entière. »⁹ Il s'agit donc pour ce mouvement de faire coïncider monde souhaité et monde vécu. Par la création de zones non-capitalistes le système dominant perd le monopole du réel : autre chose est possible. Ces mouvements font souvent référence aux modes de vie du passé, lorsque la sphère économique n'avait pas encore colonisé tous les aspects de la vie.

L'hédonisme est un moteur important de l'engagement dans ce type d'initiatives : plaisir de l'autonomie, de vivre en fonction de ses valeurs... Un grand espace est donné à la fête et à la convivialité. On est bien loin des analyses pessimistes et des discours culpabilisants-moralisants. L'engagement est aussi en général distancié, peu contraignant, même s'il implique un changement de mode de vie qui peut être profond. Ces dimensions sont sans doute des facteurs qui pourront contribuer à la généralisation des alternatives car plaisir et individualisation – qui renvoient à l'autonomie des individus les uns par rapport aux autres, à ne pas confondre avec l'égoïsme – sont des traits de notre civilisation. Que les alternatives possèdent ces dimensions permet de composer avec le réel tout en abandonnant ce qui est aliénant pour l'individu.

Ces initiatives se situent souvent à la frontière entre espace privé et espace public. Par exemple, les initiatives de consommation (Groupe d'achat commun, Service d'échange locaux,...) sont des activités intrinsèquement liées à la sphère domestique mais qui dans ces initiatives repose sur une solidarité communautaire et véhicule un ensemble de valeurs sociales¹⁰. Du fait que le système économique libéral colonise de plus en plus la vie quotidienne, que ses logiques façonnent notre mode de vie, des actes politiques, de résistance, peuvent alors être posés dans la vie quotidienne. De cette façon, « vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre » – maxime de la philosophie gandhienne, reprise par le mouvement de simplicité volontaire – est une invite à la frugalité dans l'organisation de sa vie et pour le bien commun.

Cette voie du changement social se base sur un changement intérieur qui se fait au quotidien en lien avec l'environnement immédiat et qui n'a pas, ou très indirectement, pour fonction un changement à large échelle. L'adversaire est intérieur – nos habitudes consuméristes, égoïstes,... – plutôt qu'extérieur. Ce sont tous nos gestes quotidiens, qui traduisent une hétéronomie au système, qu'il faut changer. C'est dans ce sens que l'on parle de mouvement culturel.

La conception de la façon dont adviendra le changement social grâce à ces initiatives peut prendre trois formes qui dans les faits se combinent. D'une part, par l'agrégation des choix individuels dans le sens d'une défection au système dominant. Cette agrégation serait possible d'une part grâce à la sensibilisation, afin que les citoyens puissent identifier les causes de leur mal-être et du mal-être social et d'autre part grâce à l'essaimage des alternatives : qu'une multitude de petits groupes locaux se les réapproprient. Le changement culturel est un changement qui se fait par le bas, par des choix de vie citoyens. D'autre part, par la création de réseaux, lieux d'échange d'expérience et de potentielle mobilisation. Et, enfin, le changement qui existe déjà par le simple fait que des alternatives existent et par-là mettent en échec le principe TINA.

⁹ PLATON cité par AUBENAS Florence, BENASAYAG Miguel, *Résister c'est créer*, La Découverte, Paris, 2002, p. 13.

¹⁰ Pour plus d'informations sur ce type d'initiatives voir WILQUET Claire, *Les groupes d'achat commun, une initiative socialement juste et écologiquement durable*, Centre Avec, janvier 2011, www.centreavec.be/pages/Pub_analyses_groupes%20d%27achat%20commun.htm.

En ce qui concerne le rapport entre ce type de démarche et la relation à la sphère politique, la montée en force de la singularité, la volonté de reprise de contrôle sur sa vie, d'autonomie par rapport au système, a pour pendant une prédilection pour la participation plutôt que pour la représentation et une réticence à la délégation. Ion, Franguiadakis et Viot constatent que, dans les nouvelles formes de militantisme, « *la démocratie n'est plus pensée comme une institution extérieure mais comme une forme d'existence déjà effective dans nos pratiques quotidiennes.* »¹¹ Il faut coupler à cette volonté d'autonomie une défiance vis-à-vis de la sphère politique, une peur d'être récupéré, instrumentalisé. Les initiatives sont donc construites à côté de la sphère politique et souhaitent souvent ne pas entrer en interaction avec elle.

Le passage d'un changement individuel à un changement collectif est alors très incertain. La création d'espace autonome n'est pas toujours appuyée par une prise de parole dans l'espace public, cela contribue à une désarticulation entre initiatives issues de la société civile et Etat. Celui-ci reste pourtant un acteur central d'une possible transformation sociale.

Une autre dérive possible de ces initiatives est de rester auto-centrée : une démarche essentiellement tournée vers le plaisir et la recherche de l'amélioration de la qualité de vie qui fasse effacer toute critique du système et se délie de tous enjeux globaux. D'autant qu'il existe toujours la menace de tomber dans un repli identitaire. Enfin, un autre risque est l'éclatement de toutes ces alternatives. Chacun agit dans son coin, sans montée en généralité vers un récit commun d'une autre société. Si les initiatives locales veulent contribuer à un changement de société, il convient d'être attentif à éviter ces écueils.

La voie de l'expertise

Les altermondialistes reprochent aux économistes néolibéraux de faire passer un discours idéologique pour un discours scientifique. Cette apparente scientificité leur permet d'influer de façon très importante sur les décisions politiques, d'imposer le néolibéralisme comme la meilleure et même la seule voie de bien-être. Les altermondialistes veulent se réapproprier l'expertise, ils déconstruisent le modèle néolibéral et proposent un contre-modèle. Se créent alors des espaces (sur la dette, sur l'agriculture, sur l'environnement,...) qui développent une expertise alternative. Par cette expertise les altermondialistes veulent faire contrepoids aux théories néolibérales qui défendent les intérêts des entreprises, au nom d'une société civile qui prend en compte les intérêts des citoyens. Le mouvement acquiert une autonomie d'analyse ensuite transmise aux citoyens au travers des formations.

L'éducation populaire par la diffusion de l'expertise a une importance cruciale comme moteur de mobilisation. Elle permet de retrouver la capacité d'agir. Pleyers remarque que « *« l'expertise permet de comprendre le monde en dehors de la pensée unique, de développer l'esprit critique pour débattre des orientations politiques. La connaissance et la réflexion permettent aux citoyens de se réapproprier du pouvoir sur les décisions politiques, leur donnent un jugement autonome qui permet de résister au conformisme. [...] L'éducation populaire et la pression politique se renforcent l'une l'autre. L'éducation populaire permet d'accroître la pression citoyenne en augmentant le nombre de citoyens engagés et en améliorant la qualité de l'argumentation militante. Les activités des pressions citoyennes quant à elles permettent de sensibiliser l'opinion publique. »* »¹²

¹¹ ION Jacques, FRANGUIADAKIS Spyros, VIOT Pascal, *Militer aujourd'hui*, Autrement, Paris, 2005, p. 134.

¹² PLEYERS Geoffrey, *Sujet, expérience et expertise dans le mouvement altermondialiste*, Op.cit., p.242.

Contrairement à l'ancrage local et à la dimension concrète de la voie de la subjectivité, l'expertise est abstraite et universaliste. La mise en place d'alternatives passe par l'édiction de lois internationales. Le droit est le facteur de changement.

Dans son rapport à la sphère politique la voie de l'expertise considère les pouvoirs publics à la fois comme adversaires - trop souvent ils choisissent une voie libérale contre les intérêts des citoyens,- et à la fois comme partenaires de changement capables de mettre en place ce droit international... pour peu qu'ils en aient la volonté. C'est sur l'expertise alternative que se base le mouvement pour tenter d'influencer les pouvoirs publics. L'expert est légitimé par ses compétences scientifiques, assimilées à l'objectivité et serait donc capable de guider l'action politique dans le sens de l'intérêt général. D'autant plus qu'il est appuyé par une base populaire formée à ces expertises.

Le plus grand risque de l'expertise est sans doute de perdre le contact avec la base militante. Les experts altermondialistes retombent alors dans les travers technocrates non-démocratiques que le mouvement reproche aux économistes libéraux. D'autant plus que ces experts sont souvent leaders du mouvement sans pour autant être élus. Les experts naviguent dans les instances internationales et se déconnectent des réalités locales alors que les militants de base sont instrumentalisés et maintenus dans un rôle relativement passif. Le « par » le peuple devient du « pour » le peuple.

L'action mondiale peut également connaître des dérives comme soulignées par Pleyers : « *Le renforcement des experts institutionnalisés a pour conséquence une perte d'innovation du mouvement, une surreprésentation de militants prospères, éduqués et bien connectés, et risque d'éloigner les segments plus désavantagés et la fermeture aux groupes qui ne sont pas encore intégrés. Il y a un risque aussi que les ONG prennent le dessus parce qu'elles ont les moyens d'envoyer des délégués à toutes les réunions internationales, cela éclipserait toute la frange du mouvement qui n'ont pas les moyens d'y aller mais qui ont une plus grande base sociale.* »¹³ De façon générale le discours technique et universaliste de l'altermondialisme passe peu dans les couches populaires.

Une complémentarité nécessaire

Pour parvenir à un changement social, savoir technique, universaliste et savoir acquis par l'expérience doivent interagir ; alternative concrète « ici et maintenant » et contre-modèle théorique global sont inséparables. Pour cela les deux voies ne doivent cesser d'interagir et de s'équilibrer. Les valeurs de l'une doivent influencer sur les valeurs de l'autre sans pour autant que l'une domine ou instrumentalise l'autre. En effet, des contre-modèles théoriques abstraits et universalistes sans action concrète peuvent amener un désengagement, l'impression que le changement ne peut être dans les mains des citoyens mais se joue dans les sphères internationales. À l'opposé, des initiatives concrètes et locales sans perspective d'une justice sociale et environnementale globale peuvent conduire à un repli communautaire, à la simple satisfaction des besoins sans tenir compte du Bien Commun global. À l'inverse, l'interaction des deux voies leur permet d'acquérir une légitimité : les experts peuvent mettre en avant des exemples concrets qui mettent en pratique les contre-modèles, les participants à ces contre-modèles constituent également une base citoyenne qui leur donne une légitimité. Quant aux citoyens qui vivent des alternatives, ils peuvent donner

¹³ *Idem* note 13

une profondeur à leur expérience qui pourrait se résumer dans la maxime « penser global, agir local ». Ces citoyens bénéficient également de l'internationalisation de la société civile tissée par les experts.

Si l'on regarde aujourd'hui l'ampleur des transformations nécessaires pour arriver à une société plus respectueuse des hommes et de l'environnement, le fossé semble immense, et chaque initiative, prise séparément, semble dérisoire. Par contre si ces initiatives sont multiples et éparses, elles s'inscrivent dans un récit commun d'une société plus juste. Aucune organisation ne parviendra à elle seule à amener un changement du système social, mais si on les considère dans leur complémentarité, œuvrant chacune à des niveaux différents, sur des terrains différents, mais cependant dans la même direction, alors l'espoir est de nouveau permis. Nous sommes au temps de l'heuristique : de nouvelles façons de vivre et de penser la société apparaissent et s'inscrivent lentement mais sûrement dans la conscience collective, alors que l'organisation dominante est peu à peu délégitimée. Le changement se fait pas à pas, il faut pouvoir le déceler dans le foisonnement des innovations et des formes d'engagements actuels.

**Claire Wiliquet
Centre Avec**

Bibliographie :

- AGRIKOLIANSKI Eric, SOMMIER Isabelle [sous la direction de], 2005, *Radiographie du mouvement altermondialiste*, La Dispute, Paris.
- BENASAYAG Miguel, AUBENAS Florence, 2002, *Résister c'est créer*, La Découverte, Paris.
- BECK Ulrich, 2003, *Pouvoir et contre pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Flammarion, Paris.
- DOBRÉ Michelle, 2002, *L'écologie du quotidien : éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*, L'Harmattan, Paris, Budapest, Torino.
- HIRSCHMAN Albert, 1983, *Bonheur privé, action publique*, traduit par Jean-Baptiste GRASSET, Fayard, Paris.
- ION Jacques, FRANGUIADAKIS Spyros, et VIOT Pascal, 2005, *Militer aujourd'hui*, Autrement, Paris.
- NEVEU Erik, 2005, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Paris
- PLEYERS Geoffrey, 2006, *Sujet, expérience et expertise dans le mouvement altermondialiste*, Thèse réalisée sous la direction de PONCELET Marc et WIEVIORKA Michel, Liège.
- TOURAINE Alain, 1978, *La voix et le regard*, Seuil, Paris.
- TOURAINE Alain, 1999, *Comment sortir du libéralisme*, Fayard, Paris.